

LES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Etant internationalistes, nous sommes par là-même anticolonialistes et anti-imperialistes. Or, les luttes de libération nationale ont souvent été une révolte contre la situation subie par des populations exploitées, dominées, colonisées.

Comme toutes les autres luttes, elles ne sont pas sans contradictions et sont traversées par la lutte des classes : elles peuvent participer au combat pour la réappropriation d'un pouvoir collectif dans un espace concret et maîtrisé, mais également franchir un point limite au-delà duquel l'affirmation de l'appartenance se retourne en une logique d'exclusion ; elles peuvent porter en avant un projet social et égalitaire, mais elles sont aussi fréquemment le marchepied pour l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie locale jusque-là privée de ses prérogatives par le colonisateur.

C'est pourquoi, lorsque nous soutenons ou participons à une lutte de libération nationale, nous mettons en avant le concept de libération nationale et sociale. Cela signifie :

- Défendre l'idée que la libération réelle passe par une reorganisation de la production en fonction des besoins exprimés par les classes exploitées, et non en fonction des « impératifs » du marché et du profit.
- Combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et favoriser les structures de contre-pouvoir et de base au détriment du pouvoir des partis.
- Lutter contre les revendications qui tendraient à renforcer le poids d'une future bourgeoisie ou des notables locaux.
- Favoriser dans le lien d'appartenance ce qui s'acquiert (langue, lutte...) au détriment de ce qui est donné (liens du sang, etc.)
- Refuser que la lutte armée, quand elle existe, ait un rôle de direction.



Mensuel anarchiste-communiste
édité par
L'Organisation Communiste Libertaire

Abonnement un an (10 numéros + 2 hors série) : 30 euros

Pour les fauchés : 18 euros

Trois numéros à l'essai : 5 euros

Un numéro gratuit sur demande

OCL c/o Egregore, B.P. 1213, 51058 Reims cedex

(même adresse pour contacter l'OCL)

(Chèques à l'ordre de «la galère»)

Un site : <http://oclibertaire.free.fr/>

Pour tout contact local voir adresses sur le site

Les belles heures de la République française

Cameroun
1955-1971 : Une guerre
qui n'a jamais eu lieu



Madagascar
la rebelle

Algérie 1945
Les massacres
de Sétif et de Guelma
prélude à la guerre d'indépendance

Les massacres perpétrés par le colonialisme et l'impérialisme français sont légions ! Ce ne sont pas des « accidents de l'Histoire », ils appartiennent bel et bien au patrimoine républicain de l'hexagone, et plus largement au développement du capitalisme que l'on appelle maintenant mondialisation à seule fin de paraître plus présentable. Nous avons choisi de rappeler, dans trois articles, des massacres souvent mal connus.

Le premier, « Cameroun 1955-1971, une guerre coloniale qui n'a jamais eu lieu », est paru en juillet 2010 dans Courant alternatif.

Le second, « Madagascar la rebelle » traite des sanglantes répressions dans cette île martyrisée, toutes aussi occultées que celles du Cameroun.

Enfin nous terminons par «Les massacres de Sétif et de Guelma en mai 1945», sans doute un peu plus connus à cause de la guerre d'Algérie qui suivit, mais dont les responsabilités sont encore largement dissimulées, en particulier celles de la gauche.

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les " socialistes " ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

...et libertaires

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auraient plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprier nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits.

Il nous faut tordre le cou aux " vieilles croyances " que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'" économie ".

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égaux, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont " en mouvement ", dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au cours du XXe siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Tout au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possible, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.

Communistes...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront gérés non par leurs propriétaires " légaux " actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera " De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins " : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat.

Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoirs sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires.

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance: elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les Soviétiques dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des makhnovistes en 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et l'échange pour son propre compte.

Cameroun

1955-1971 : Une guerre qui n'a jamais eu lieu

Le Cameroun est le seul des pays d'Afrique noire française à avoir connu une résistance armée. Officiellement rien n'existe, les archives sont classées secret défense, le pays a été décolonisé « en douceur ». A l'heure où la réalité de la Françafrique apparaît au grand jour, il est bon de rappeler quelques épisodes peu connus de la répression coloniale française.

« ... Mais hélas ! / En réponse à la supplique / De ces hommes / Qui, sans armes ni bâtons, / Ni bouteilles, ni machettes, / Mains vides chantaient l'hymne national, / C'est la mitraille qui crépita, / Semant la mort et laissant le vide, / Dans les rangs, dans les familles, / Dans les villes et dans le pays. / Sans armes ni bâtons, ils étaient mains vides, / Mains vides, / Tous jours mains vides, / Lâchement assassinés, / Ils moururent les uns après les autres, / Par dizaines et par centaines, / Ils moururent nombreux, / Sans armes ni bâtons, / Ni bouteilles, ni machettes, / Ils étaient mains vides, / Mains vides, ils furent abattus / Mains vides, ils sont morts... »

Poème intitulé *Mains vides* de Atangana E. J., publié le 30 mai 1955 dans un journal à Yaoundé.

La bourgeoisie n'est jamais en retard lorsqu'il s'agit de reconstruire après des destructions programmées. La guerre, dont l'issue est certaine, n'est pas encore terminée que le gouvernement provisoire du général de Gaulle pense à réorganiser les colonies. En février 1944 se tient la conférence de Brazzaville qui pose les fondements de la future « Union française ». Elle se propose d'abolir le « code de l'indigénat », mais repousse « toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire : la constitution éventuelle, même lointaine, de self-governments dans les colonies est à écarter ». Silence radio sur le travail forcé.

L'objectif est d'organiser le redéploiement impérialiste en Afrique que la période d'après-guerre requiert, et, à cet effet, le Cameroun, avec son port de Douala et sa position géostratégique pourrait en être un fleuron. Le pays était, depuis 1884, un protectorat allemand. Entendez par là protection d'un impérialisme dans une zone contre d'autres tout aussi gloutons. Pour ce faire, une seule logique, s'étendre, et, dans ce cas, la seule solution est de pénétrer à l'intérieur des terres... Ce qui a pour

effet de mécontenter les Douala, habitués à avoir le monopole de la transaction entre les nombreux peuples de l'intérieur et les Européens, et avec qui, en 1884, l'Allemagne avait signé un traité concernant la seule zone côtière.

Comme, par ailleurs, les colons allemands exproprient des terres pour y implanter des cultures coloniales traditionnelles classiques (café, cacao, banane, huile de palme, etc.), s'ensuit une série de guerres meurtrières pour la conquête de l'arrière-pays qui font naître une tradition de résistance anticoloniale dont on retrouvera les effets plus tard, sous la domination française.

Après la défaite de l'Allemagne en 1918, le « pays » est divisé : les 4/5 sont confiés à la France par la Société des Nations (SDN) comme territoire sous mandat ; le reste est pour l'Angleterre. La France s'empresse d'oublier qu'il ne s'agit que d'un mandat, et va transformer le pays en une véritable colonie en pratiquant une politique d'assimilation sous le régime de l'indigénat (voir l'encart).

Pour éradiquer la présence allemande, la France procède à quelques modernisations comme le développement du chemin de fer, mais mène une politique linguistique fidèle au jacobinisme colonial de la troisième République et de Jules Ferry. La centaine de langues utilisées dans la zone dite du Cameroun sont, au dire des colonisateurs, incapables de traduire des concepts abstraits (supposés être ceux des Européens !).

« [...] Nulle école ne peut fonctionner si l'enseignement n'y est donné en français. Cette disposition n'a pas besoin de justification. Entre les indigènes et nous n'existera un lien solide que par l'initiation des indigènes à notre langue [...] », précise une lettre circulaire du 8 décembre 1921.

La directive de Jules Carde (1921), haut-commissaire de la République française au Cameroun, indique à ses chefs de circonscription l'objectif de la politique linguistique de la France dans la colonie : « Il faut donc de toute nécessité que vous suiviez avec le plus grand soin le plan de campagne que je vous ai tracé, que vous coordonniez vos efforts, tous les efforts, et que le défrichement méthodique et bien concerté [des autres langues] se poursuive sans hâte comme sans arrêt [afin de concrétiser] notre volonté de donner aux populations du Cameroun la langue en quelque sorte nationale qu'elles n'ont pas, et qui ne saurait être évidemment que celle du peuple à qui est dévolue la souveraineté du pays. »

Il s'agit donc de rendre obligatoire l'enseignement du français en interdisant l'usage des langues vernaculaires : « La langue française est la seule en usage dans les écoles. Il est interdit aux maîtres de se servir avec leurs élèves des idiomes du pays. » (JO du Cameroun, 1924).

Sur le plan économique, pas de surprise : le développement des monocultures coloniales et des expropriations se poursuit. Ce n'est pas sur ce terrain qu'il faut faire oublier la présence germanique.

APRÈS LA GUERRE, LA RÉSISTANCE, L'UPC

Après la Seconde Guerre mondiale, un nouveau mandat provisoire est confié à la France au nom de l'ONU. Il ne s'agit toujours pas officiellement d'une colonie, mais l'objectif de la France reste d'assimiler le Cameroun à l'Union française, et de

Dans le contexte de cette France de l'après-guerre en ébullition, il n'est guère difficile de passer sous silence ces lointains événements. Entre les procès de Brastillach, de Maurras ou de Pétain, les élections municipales qui voient les femmes voter pour la première fois, la victoire des gauches le 21 octobre pour la première Assemblée constituante, les préoccupations restent strictement hexagonales dans un mélange d'exaltation composé à la fois d'esprit de vengeance vis-à-vis des traîtres et d'émerveillement devant les conquêtes sociales (école primaire unique, nationalisations, comités d'entreprise, etc.). L'outre-mer est bien loin, et sans intérêt aux yeux du plus grand nombre, d'autant que les forces de gauche s'ingénient à concilier colonialisme et nationalisme tricolore. L'Union nationale est donc totale pour à la fois éradiquer la moindre tentative de révolte et faire le silence complet sur ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée, comme à Madagascar ou au Cameroun.

Et d'ailleurs, ce fameux MNA de Messali Hadj n'a-t-il pas lui-même plus ou moins collaboré, en essayant de voir ce qu'il adviendrait de l'Algérie en cas de victoire allemande ? N'est-il pas soupçonné d'antisémitisme ? Selon *L'Humanité*, le quotidien du PCF, les émeutiers ne sont ni plus ni moins que des sympathisants nazis (voir encart). Une milice du PCF (d'Algérie) sert même d'auxiliaire à l'armée contre les « rebelles musulmans ». Il est juste cependant de dire que certains communistes d'Algérie eurent une attitude plus honorable par la suite. Par exemple Fernand Yveton, le militant communiste indépendantiste qui sera guillotiné à Alger le 11 février 1957 avec l'accord de... François Mitterrand, garde des Sceaux du gouvernement Guy Mollet (SFIO).

Tandis que les massacres commis à Madagascar, au Cameroun ou encore ailleurs étaient nourris par la morgue colonialiste, le racisme et le mépris de l'indigène, ceux qui ensanglantèrent alors l'Algérie avaient probablement quelque chose en plus : la conscience de la fin d'une époque. Voir les milliers d'Algériens réclamer l'Istiqlal (l'indépendance), le drapeau avec le croissant rouge et l'étoile brandi (3), tandis que quelques Français de souche étaient tués par les insurgés a été justement compris comme les premiers symptômes d'un inévitable départ, provoquant un profond désespoir dans la communauté pied-noir. Ce désespoir engendra des actes qui précipitèrent ce dont les colons ne voulaient pas : le basculement de toute une population dans le camp de l'indépendance. Dix ans plus tard éclatait l'insurrection algérienne sur l'ensemble du territoire.

(3) Drapeau par ailleurs « inventé » par l'épouse française de Messali Hadj, Emilie Busquant, ce qui résonne comme un crachat à la figure du colon.

L'armée vide des villages entiers et regroupe tous les musulmans pour organiser des cérémonies de soumission où tous les hommes doivent se prosterner devant le drapeau français et répéter en chœur : « Nous sommes des chiens et Ferhat Abbas est un chien. » Après ces cérémonies, certains sont quand même embarqués puis assassinés.

Cette répression aveugle fut planifiée comme telle, avec l'objectif précis d'exterminer le plus rapidement possible plusieurs milliers d'Algériens dits « musulmans ». Les chiffres officiels de l'époque font état de 100 Européens et de 1 500 musulmans tués. Le chiffre officiel des gouvernements algériens sera de 45 000 morts. La France en reconnaît maintenant entre 5 000 et 10 000, les historiens s'accordent sur la fourchette entre 10 000 et 20 000. Quoi qu'il en soit, la multiplicité des témoignages ne laisse aucun doute sur la volonté d'extermination massive. Mais à l'époque, en métropole, la censure de l'armée fut pratiquée de la manière la plus sévère qui soit, si bien que la presse resta presque muette. Elle ne fera état des « événements » que quelques semaines plus tard, pour ne reproduire que les communiqués du gouvernement de la République française – celui, provisoire, présidé par le général de Gaulle et dans lequel on retrouve deux communistes : Tillon, ministre de l'Air, donc de l'Aviation, qui s'illustra lors de la répression en Algérie ; et Billoux, ministre de la Santé. Parmi les socialistes omniprésents au gouvernement, Pierre Mendès France, Robert Lacoste, François Tan-guy-Prigent, Paul Ramadier, Christian Pineau...

Le PCF, un parti colonialiste

Dans les colonnes de *L'Humanité*, le parti stalinien déclarait que « les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthode hitlériennes ». Il parlera aussi « de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place ». Le 21 mai 1945, le Parti communiste demande dans *L'Humanité* au gouvernement de « punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes ». Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclare encore à la tribune de l'Assemblée nationale le 11 juillet : « Les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes. » Alors que de Gaulle avait demandé que soient prises « toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs », le bureau politique du PCF publiait le 12 mai un communiqué déclarant : « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute », au nom de la défense « de la République française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible ». Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières, et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant que soient « passés par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays. » (Didier Idjadi, *Le PCF en Algérie*, 2009.)

Le code de l'indigénat

Il date de 1881, et permet de distinguer les citoyens français de souche hexagonale des sujets français : Africains noirs, Malgaches, Algériens, Antillais, Mélanésiens... Il assujettit les autochtones au travail forcé, à des textes sur les réserves, à une interdiction de circuler la nuit... pour faire régner le « bon ordre colonial ». Ce code s'adapte localement aux besoins spécifiques et fluctuants des intérêts des colons. Le code a aussi comme objectif d'ôter aux indigènes toute identité collective en les privant de droits politiques. Chaque manquement aux règles est un délit puni d'emprisonnement ou de déportation. Il fut aboli théoriquement le 7 avril 1946, mais perdura de fait, surtout en Algérie jusqu'à l'indépendance en 1962.

le transformer en colonie de peuplement avec un statut de territoire associé. Les moyens sont les suivants :

- Remplacer les chefs traditionnels par des valets au service du colonialiste, qui serviront plus tard pour encadrer le pays en direction des intérêts de la France, après l'indépendance.

- Accaparer de nouvelles terres, parmi les plus riches, au mépris du droit coutumier, et imposer le monopole sur la culture du café.

- Instaurer des taxes coloniales nouvelles et permettre l'armement des colons. Et... bien entendu, pressurer au maximum la main-d'œuvre sur les exploitations agricoles.

L'accroissement important du nombre de colons sera, bien entendu, une cause supplémentaire des révoltes qui vont ensanglanter le territoire.

Des mouvements nationalistes se développent à partir de 1945. Ils s'appuient sur une élite formée dans les écoles supérieures du Sénégal, sur une bourgeoisie terrienne et sur un prolétariat urbain qui a déjà prouvé sa mobilisation entre les deux guerres. Il faut ajouter à cela le retour au pays des soldats ayant participé à la libération de la France et qui réclament maintenant la fin de l'apartheid colonial. Un mouvement syndical, avec la CGT, commence à naître et à revendiquer, ce qui ne manque pas d'inquiéter les colons blancs. Certains d'entre eux, en 1945, s'emparent même d'un dépôt d'armes et organisent une chasse à l'homme pour briser une grève. Le bilan officiel fait état de 80 morts.

10 avril 1948, l'Union des populations camerounaises (UPC) est officiellement créée. Au départ, il s'agit de la section camerounaise du Rassemblement démocratique africain (RDA) fondé par Houphouët-Boigny et allié au PCF – plus par stratégie que par idéologie. Les fondateurs de l'UPC, qui avaient posé la question de l'indépendance dès la fin de la guerre et s'étaient opposés aux conclusions de la conférence de Brazzaville jugées néocolonialistes, se séparèrent du RDA lorsque ce dernier rentrera dans le rang*. Une large fraction des colons blancs étaient égale-

* C'est Mitterrand qui sera chargé par le gouvernement français de manœuvrer pour détacher le RDA du PCF, dès que ce dernier est chassé du pouvoir en France. Il y parviendra, et prendra ainsi naissance un élément fondamental de la longue construction de la Françafrique passant par l' « indépendance » en 1960.

ment hostile aux conclusions de Brazzaville – jugées, à l'inverse, comme menant vers l'indépendance. Les camps étaient plus que délimités et les affrontements inévitables.

Dans un premier temps, l'UPC tente de jouer la carte de l'intégration « pacifique » dans le jeu politique du pays, mais cela s'avérera de plus en plus difficile. Elle envoie un de ses fondateurs, Um Nyobè, plaider sa cause aux Nations unies en 1952. Un appel finalement entendu, puisque l'organisation internationale décide qu'elle mandatera en 1954 une mission au Cameroun.

Deux conceptions du futur Etat s'affrontent. Le colonialisateur veut un Cameroun sous la férule de la métropole qui laisserait aux structures dites traditionnelles le soin de régler quelques questions internes ne touchant pas à l'exploitation du sol et des humains. L'UPC veut un Etat indépendant qui transcende les ethnies pour faire un vrai Cameroun « moderne ».

En 1953, De Gaulle se rend à Douala à l'occasion de l'anniversaire du 18-Juin pour renforcer ses liens avec les colons – dont beaucoup avaient répondu à l'appel. Manière de leur donner un quitus anticipé dans la guerre de libération toute proche, qui fera plusieurs dizaines de milliers de morts et sera classée secret défense.

IL NE S'EST JAMAIS RIEN PASSÉ AU CAMEROUN

En 1954, les revers s'accumulent pour l'impérialisme français : défaite de Diên Biên Phu et démarrage de la lutte armée en Algérie. Le gouvernement français doit absolument éviter la contagion, mais en même temps prouver à l'ONU que la situation est suffisamment grave pour justifier la répression. En décembre 1954, un nouveau haut-commissaire, Roland Pré, est nommé par Pierre Mendès France (future idole des socialistes). L'homme a la réputation d'un briseur de mouvements nationalistes, et a fait ses preuves au Gabon et en Guinée, déjà comme représentant de la République française. Son objectif assigné est de briser l'UPC.

Le 9 février 1955, Pré prend un « arrêté » selon lequel droit est donné à « toute autorité » – entendez à tout colon – de requérir la force publique pour disperser toute réunion suspecte de plus de deux personnes. En d'autres termes, le représentant de la France vient tout simplement de retirer aux Camerounais le droit de réunion en violant l'article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui considère que « toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques ».

Et, de fait, dans la mesure où l'UPC (forte surtout dans le Sud, en pays bamiléké et bassa) décide de braver l'interdiction, les forces de l'ordre interviennent contre tous les rassemblements organisés par elle, plus particulièrement entre le 22 et le 30 mai, ce qui entraîne la mort de 1 000 personnes dans un quartier de Douala et de 5 000 dans tout le reste du pays.

Le 13 juillet 1955, l'UPC est interdite par le gouvernement Edgar Faure, afin qu'elle ne puisse pas se présenter aux élections prévues en décembre. Une Armée de libération nationale du Kamerun (ALNK), clandestine, est créée. La lutte va durer jusqu'en 1971, après l'indépendance, date de l'exécution du dernier chef de l'UPC,

et la fin du régime de Vichy, déposer une gerbe au monument aux morts et revendiquer le droit à l'indépendance. Le PPA a accepté de donner la consigne de ne porter ni drapeaux ni armes, comme l'a exigé le préfet de la République. Mais les slogans « Vive l'Algérie libre et indépendante » et « A bas le fascisme et le colonialisme » fusent parmi les 10 000 manifestants. Prenant prétexte qu'un drapeau algérien a été, malgré tout, brandi dans la manifestation, la police intervient, abat son porteur ainsi que le maire socialiste de la ville qui tentait de s'interposer. Dès les premiers signes de rébellion, des coups de feu sont tirés sur la foule par des Européens, depuis les fenêtres des immeubles environnants. L'émeute éclate, gagne les villes voisines, le couvre-feu et l'état de siège sont décrétés, puis la loi martiale proclamée : « Les musulmans ne peuvent circuler sauf s'ils portent un brassard blanc délivré par les autorités et le justificatif d'un emploi dans un service public. »

A Guelma, à 150 kilomètres de Sétif, les « manifestations musulmanes » avaient été interdites en ce 8 mai. Malgré cela, 2 000 personnes se rassemblent, drapeaux au vent. C'est une milice européenne menée par le préfet Achiary (futur chef de l'OAS en 1961) qui se charge alors de tirer sur la foule.

L'écrivain Kateb Yacine, né dans la wilaya de Guelma, était lycéen à l'époque et a vécu les événements de Sétif ; il écrit :

« Je témoigne que la manifestation du 8 mai était pacifique. En organisant une manifestation qui se voulait pacifique, on a été pris par surprise. Les dirigeants n'avaient pas prévu de réactions. Cela s'est terminé par des dizaines de milliers de victimes. A Guelma, ma mère a perdu la mémoire (...) On voyait des cadavres partout, dans toutes les rues. La répression était aveugle ; c'était un grand massacre. »

Le 9, l'armée est requise pour mater les rebelles, qui laissent éclater leur colère vis-à-vis des Européens en les pourchassant quand ils le peuvent. La marine bombarde les côtes ; les mutins qui se réfugient dans les montagnes sont abattus par l'aviation.

« La chasse aux Arabes », comme disaient les pieds-noirs, dure six semaines. En effet, l'armée n'est pas l'unique force de pacification. Des milices de colons, armées par les militaires avec la plupart du temps l'aval des autorités administratives, interviennent de manière particulièrement sanglante (2) : émeutiers brûlés vifs, tortures, exécutions sommaires, pillages en règle sont le quotidien de ce déchaînement de haine. Des automitrailleuses surgissent dans les villages et tirent sur les habitants qui tentent de fuir vers les montagnes. Des milliers de cadavres amenés par des va-et-vient de camions sont tout simplement jetés dans des fours à chaux, en particulier dans la ville, elle aussi martyre, de Kher-rata.

(2) On trouve de nombreux témoignages dans l'ouvrage de Boucif Mekhaled *Chronique d'un massacre : 8 mai 1955, Sétif, Guelma, Kherrata*, Au nom de la Mémoire/Syros, Paris, 1995.

1945

Les massacres de Sétif et de Guelma prélude à la guerre d'indépendance

Les massacres de Sétif et de Guelma, en mai 1945, passent pour être les plus importants commis par la France coloniale : entre 10 000 et 20 000 morts en deux mois seulement ! Ils signent la rupture définitive entre les Algériens de souche et les colons. Comme au Cameroun ou à Madagascar, la défaite du nazisme et la victoire des alliés avaient suscité l'espoir que « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », affirmé par les vainqueurs dans la Charte des Nations unies, se traduirait très vite, dans les faits, par un statut proche de l'indépendance. Une espérance renforcée, là aussi, par l'engagement d'un nombre important de colonisés (environ 150 000 Algériens) dans l'armée aux côtés du général de Gaulle !

Pour les population autochtones d'Algérie, essentiellement agricoles et dont les colons se sont emparés des meilleures terres au fil de la colonisation, le quotidien, au sortir de la guerre, ce sont les famines, la misère, le chômage ou le travail forcé. Des conditions encore aggravées par les années de guerre, une suite de sécheresses et une invasion de parasites qui hypothèquent les récoltes.

Le 1^{er} mai 1945, une manifestation fut organisée à Alger par le Parti du peuple algérien (PPA) jusque-là clandestin, pour la libération de Messali Hadj, son président. Ce dernier avait été l'un des fondateurs, en 1926, de l'Etoile nord-africaine (ENA) qui, déjà, posait la question de l'indépendance et qui fut dissoute en 1937 par... le Front populaire. Il fut ensuite élu à la présidence du PPA, dissous lui aussi en 1939.

Le 8 mai, une nouvelle manifestation est organisée à Sétif par le PPA et les AML (Amis du manifeste de la liberté, de Ferhat Abbas) (1), pour fêter l'armistice

(1) Ferhat Abbas avait publié en pleine guerre un manifeste demandant la nationalité française pour les Algériens... Il fut plus tard un des fondateurs du FLN, et en 1958 le premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne en exil. A l'indépendance, il devient le premier président de la République algérienne. Opposant de Ben Bella ensuite, il est emprisonné jusqu'en 1965, date du putsch de Boumediène.

Ernest Ouandié. Une guerre de près de quinze ans qui fera entre 100 000 et 200 000 morts (au moins).

Pré a fait son boulot préparatoire ; il faut maintenant un homme de la guerre totale à partir de 1956. Ce sera Pierre Messmer, nommé haut-commissaire (il le restera jusqu'en 1958). Les méthodes utilisées sont celles qui prévalent en Algérie : tortures, assassinats, décapitations, déportations... villages rasés, bombardement au napalm, populations déplacées... Des camps de concentration sont installés un peu partout dans les régions bamiléké et bassa. On procède même à des bombardements aériens.

« Tous les matins, on trouvait des têtes coupées exposées sur les trottoirs : elles étaient destinées à effrayer les gens et à leur dire : "Ne rejoignez pas le maquis, vous finirez comme eux" », témoigne la journaliste Henriette Ekwé, alors enfant. Dans le maquis aussi, la vie est infernale : « C'était une guerre asymétrique : nous n'avions que des machettes à opposer aux armes automatiques de l'armée française. En forêt, où nous vivions, nous n'avions rien à manger », se souvient un ancien résistant.

En 1958, Um Nyobè est tué. Ahmadou Ahidjo (lié aux Peuls du Nord) devient Premier ministre sous la houlette de Jacques Foccart. C'est une sorte de féal des Français qui combat l'ALNK par une politique de la terre brûlée, encadrée par l'armée française et supervisée par les hommes de Foccart. Il deviendra le premier Président du Cameroun indépendant depuis le 1er janvier 1960. Le système néocolonial est bien en place, mais la lutte armée se poursuit en pays bamiléké. Elle durera jusqu'en 1971, date de l'exécution du dernier chef de l'UPC, Ernest Ouandié. Le successeur de Nyobè, Félix Moumié, sera, lui, empoisonné à Genève par un agent du SDECE, les services secrets français.

1^{er} février 1962, 57 nationalistes camerounais prisonniers sont embarqués dans un wagon sans aération pour être transférés de Douala vers une prison plus sûre, à Mokolo, centre des exécutions sommaires et de la torture. 38 kilomètres en quinze heures ; à l'arrivée, 25 détenus sont morts. Le 15 août 1966, une expédition militaire de mercenaires blancs tue encore 400 personnes... Si la lutte armée prend officiellement fin en 1971, le climat de terreur se poursuit au Cameroun jusqu'en 1990. Aussi bien avec Ahidjo, qui se retire en 1983, qu'avec Paul Biya (un chrétien du Sud), qui lui succède et est encore en poste aujourd'hui... Mais c'est une autre histoire.

Biblio de base :

Yves Benot, *Massacres coloniaux*, La Découverte, 1994.

Mongo Béti, *Le Cameroun d'Ahidjo*, 1972, interdit.

Les Temps modernes, novembre 1972, n° 316, « Main basse sur le Cameroun », Maspero, saisi.

François Xavier Verschave, *La Françafrique – Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998.

Richard Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Khartala, 1986

Madagascar la rebelle

L'île fut martyrisée par le colonialisme français pendant trois siècles ! Un record. Une spécialité : une réserve d'esclaves destinée à tous ceux qui en avaient besoin, et ce jusqu'à l'entre-deux-guerre, au 20^e siècle.

La colonisation de Madagascar par la France est une bien vieille histoire ! Au milieu du xvii^e siècle, l'île Dauphine est rebaptisée... France orientale au nom de Louis XIV ! A vrai dire, il ne s'agit alors que d'établir un comptoir, géré par la Compagnie française des Indes orientales et destiné surtout au lucratif trafic d'esclaves. Mais certains natifs comprennent mal l'intérêt économique de cette activité et se livrent à de conséquents massacres de colons français qui poussent les survivants à se réfugier sur ce qui deviendra l'île de la Réunion mais s'appelle pour l'heure Bourbon. Ce futur département français « 974 », cédé lui aussi par le Roi Soleil à la Compagnie des Indes (une sorte de privatisation !), connaît alors un développement important et deviendra vite une florissante colonie de plantation, canne à sucre, coton, puis surtout café, qui nécessite partout et toujours une main-d'œuvre importante et si possible enchaînée. Le réservoir est à quelques encablures : Madagascar, redevenue Dauphine, fournira cette main-d'œuvre pendant un siècle. En 1765, la moitié des 20 000 esclaves qui triment à Bourbon en sont originaires.

Jusqu'au début du xix^e, l'île est divisée en de multiples royaumes, souvent rivaux entre eux, qui entretiennent des liens complexes avec les Européens. A partir de 1810, celui des Merina étend son pouvoir sur la quasi-totalité de l'île et est, de ce fait, considéré par les puissances occidentales comme le « royaume de Madagascar ». Ce dernier s'ouvre progressivement aux influences occidentales, avec un début d'industrialisation et la construction d'écoles et de routes. Le royaume conserve une certaine autonomie en jouant sur les rivalités inter-impérialistes. C'est que, jusqu'au milieu du xix^e siècle, l'île, comme le reste de l'Afrique non côtière, ne présente pas un intérêt fondamental pour les puissances européennes. Economiquement, Madagascar sert de réserve pour importer vers les prospères îles Maurice et la Réunion, outre les esclaves, du bétail et du riz.

Mais tout va rapidement changer ensuite. Les puissances coloniales ont besoin de s'étendre encore plus, d'autant que l'on vient de découvrir des richesses

jet de levée de l'immunité des trois députés malgaches (deux d'entre eux seront condamnés à mort avant d'être graciés, et ils ne seront libérés qu'avec l'indépendance en 1960).

Les premières grèves chez Renault accentuent le divorce. Ramadier pose la question de confiance que les communistes refusent de voter, si bien que le 5 mai 1947 les ministres PCF ne font plus partie du gouvernement. Dès le lendemain, plus d'une centaine de militants du MDRM emprisonnés dans des wagons sont mitraillés. Le 10, le mouvement est dissous à Madagascar.

Le revirement des communistes vis-à-vis de la politique menée dans l'île est purement conjoncturel. En effet, en juin 1947, au onzième congrès du PCF à Strasbourg, Maurice Thorez conclut : « A Madagascar, comme dans d'autres parties de l'Union française, certaines puissances étrangères ne se privent pas d'intriguer contre notre pays. » L'empire colonial français, hypocritement appelé « Union française », est défendu par le PCF. Dans les *Cahiers du communisme* d'avril 1945, on pouvait lire : « A l'heure présente, la séparation des peuples coloniaux avec la France irait à l'encontre des intérêts de ces populations. »

Un corps expéditionnaire de 30 000 hommes (qui utilise beaucoup de tirailleurs sénégalais) est envoyé sur place. L'armée française se livre à des exécutions sommaires, des tortures, des regroupements forcés de populations, des incendies de villages. Elle expérimente une nouvelle technique de guerre « psychologique » : des suspects sont jetés vivants d'un avion afin de terroriser les villageois de leur région. Ce qui fait écrire à Camus dans *Combat* : « Nous faisons ce que nous avons reproché aux Allemands de faire. »

Nous avons vu ce qu'il en était de la position de la SFIO. Le futur Président François Mitterrand se situe dans la même ligne : le 6 avril 1951, il déclarait, alors que des milliers de Malgaches pourrissaient dans les geôles de la France : « Je me déclare solidaire de celui de mes prédécesseurs sous l'autorité duquel se trouvait M. de Chevigné quand il était haut commissaire. Les statistiques manquent de précision, mais il semble que le nombre de victimes n'ait pas dépassé 15 000. C'est beaucoup trop encore, mais à qui la faute si ce n'est aux instigateurs et aux chefs de la rébellion ? »

Il n'y a là qu'un processus continu et fidèle à la République de Jules Ferry, qui, lors d'un discours à la Chambre en 1885, déclarait : « Il n'y avait pas de négociation acceptable avec les Hova [la caste alors dominante à Madagascar] (...). Les traités de 1841 (...) nous donnent la protection des populations du nord de l'île. (...) L'honneur de la France exige que l'on ne se laisse pas jouer plus longtemps par un petit peuple barbare ; autrement, c'est la civilisation tout entière qui est compromise dans l'Extrême-Orient. (...) Notre politique coloniale (...) repose tout à la fois sur des principes économiques et sur des intérêts, sur des conceptions humanitaires de l'ordre le plus élevé, et sur des considérations politiques... »

time-t-il. L'administration coloniale tente en vain d'allumer un contre-feu face au MDRM, en créant le Parti des déshérités (PADESM). Pourtant, le MDRM est lui-même sérieusement contesté par une base qui ne voit pas comment sa politique pourrait changer les choses, même en étant certain de remporter les sénatoriales du 30 mars 1947.

La veille de ce scrutin, quelques centaines d'hommes armés de sagaies et de machettes attaquent des plantations européennes et même une base militaire. C'est le début d'une insurrection qui durera vingt et un mois et sera noyée, elle aussi, dans le sang : des dizaines de milliers de victimes là encore, même si, comme d'habitude, les chiffres sont controversés.

Le gouvernement Ramadier (un socialiste aussi, on n'y peut rien !) va totalement assumer la répression en jouant un jeu qui consiste à faire porter le chapeau du soulèvement au MDRM (dès le lendemain, ses dirigeants sont arrêtés et torturés). Roger Duveau (2), député de Madagascar de 1946 à 1958, déclare « l'organisation du Mouvement démocratique de rénovation malgache formation fasciste et raciste qui a pour but de chasser les Français pour ramener dans l'île la tyrannie d'autrefois ». Au conseil des ministres, celui des Colonies, Marius Moutet (encore un soc !) affirme que le MDRM est un parti « raciste et nationaliste qui [n'a] en vue que l'oppression par les Hova du reste de la population » côtière après élimination des Européens.

Pourtant, le MDRM n'était pas très chaud pour déclencher une insurrection : « Les événements du 30 mars apparaissent comme le fait d'éléments ou de groupes isolés de la population ayant agi spontanément sous la pression des souffrances endurées et des persécutions subies », a-t-il déclaré. Il avait même lancé des appels dans les villages, demandant d'éviter les violences. Il ne voulait pas d'insurrection ni d'indépendance hors du cadre de l'Union française... mais il fut le coupable tout trouvé. Le 30, les troupes coloniales s'emparent de Moramanga et y massacrent tous les habitants en une sorte d'Oradour malgache.

Il est nécessaire de resituer cette « crise malgache » dans le contexte politique de l'époque. Les communistes comptent cinq ministres dans le gouvernement d'union nationale de Daladier. Quelques jours avant que n'éclate l'insurrection, ces ministres avaient voté le déblocage de crédits nécessaires à l'envoi de troupes supplémentaires (les députés communistes s'étaient abstenus). En plus de Madagascar et du Vietnam, nous sommes à la veille d'une grave crise sociale, avec les fameuses grèves de 1947. Sur le plan international, c'est le raidissement de la guerre froide. L'union nationale avec des communistes n'a plus l'heur de plaire à Moscou, le PCF doit en tenir compte. La crise malgache constituera un prétexte de rupture. Les députés communistes vont refuser le pro-

(2) Duveau sera secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer sous le gouvernement Mendès-France puis à la Marine marchande sous Guy Mollet en 1956. Il préside ensuite le groupe UDSR de François Mitterrand.

insoupçonnées (en particulier des minerais) à l'intérieur des terres. C'est le début des rivalités inter-impérialistes qui aboutiront à la Première Guerre mondiale.

MADAGASCAR REDEVIENT ATTRACTIF POUR L'IMPÉRIALISME

Cette guerre est d'abord... pacifique en Afrique ! Le signal du dépeçage est donné à la conférence de Berlin, qui entérine en 1885 son partage entre sept puissances impérialistes européennes. Madagascar échoit à la France : celle-ci signe avec la reine Ranavalona III un pseudo-traité qui suscite tant de controverses et de conflits que la France décide la conquête militaire de l'île en 1895. Conquête qui n'est pas mieux acceptée que celle du XVI^e siècle. A peine l'île conquise, la révolte des menalamba (robes rouges) éclate, dirigée à la fois contre l'occupant chrétien et contre l'ex-pouvoir Merina, accusé d'avoir été incapable de préserver le pays de la pénétration de l'Occident, et même d'avoir coopéré avec lui en s'étant converti au christianisme.

La « pacification » sera menée par le gouverneur, le général Gallieni, avec l'aide du colonel Lyautey. Sa doctrine est très simple : « Les colonies sont faites pour les colons français », et il faut asseoir le pouvoir colonial en s'appuyant sur la « politique des races », qui consiste à briser le pouvoir hégémonique des Merina sur la société malgache en s'appuyant sur les différentes ethnies jusque-là soumises à l'ancien pouvoir. La reine Ranavalona est déportée, pour bien montrer que c'en est fini du passé.

L'état de siège dure jusque fin 1897, mais la pacification se poursuit jusqu'en 1905 et fait entre 100 000 victimes (selon la police) et 700 000 (selon les manifestants)... sur les 3 millions d'habitants.

Dès 1896, l'esclavage est théoriquement aboli à Madagascar (en fait, il perdurera dans plusieurs régions). L'Etat français, qui n'est pas chien, a décidé de dédommager les colons pour la perte de leur main-d'œuvre ; pour ce faire, l'administration tente de l'évaluer : entre 500 000 et 1 million d'esclaves !

A la place de l'esclavage, c'est le régime de l'indigénat (abrogé seulement et théoriquement en 1945) qui est mis en place. Cela signifie aucun droit politique pour les uns, et droit de punir par voie disciplinaire et non judiciaire (pas de jugement) pour les autres. C'est l'instauration du travail forcé, qui permet à de nouveaux colons de s'installer : l'impôt se paie sous forme de prestations de travail de 50 puis de 30 jours. Mais ce système est archaïque. Gallieni comprend que ce dont le capitalisme a besoin, c'est de vrais prolétaires : « Un moyen d'obliger les Malgaches à sortir de leur économie de pure subsistance pour s'employer comme salariés ou développer les produits d'exportation. » Il faut remplacer cet impôt en travail par un impôt en numéraire. Cela permet ainsi d'accroître la réserve de salariés à bas prix pour les colons tout en fabriquant des consommateurs.

Cela signifie pour les Malgaches la servitude dans les moindres détails de la vie quotidienne : un Malgache qui ose, au marché, faire payer un fonctionnaire ou un policier va en prison purger cinq jours d'indigénat par simple décision administrative ; dans toute l'île, les villages doivent organiser des corvées pour pêcher les anguilles et les écrevisses, chasser les pintades et les fournir quotidiennement et gratuitement aux Français, dont certains se flattent alors (et dont d'autres se flattent encore) de ne jamais dépenser un sou pour leur nourriture. La ségrégation règne partout, même dans les services publics : un décret de 1892 donne priorité sur les Malgaches, dans les autocars, à tous les Français et étrangers ou assimilés » (Ivry H., *Le Mouvement national malgache*, Esprit, 1948).

Un processus de francisation forcée est mis également en place, qui a comme conséquence de vider les écoles. Entre le début du xx^e siècle et la guerre de 14, c'est une toute nouvelle économie de « mise en valeur coloniale » qui s'accélère.

APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

La guerre est finie, la rébellion matée : tout est en place pour que le pillage s'accélère. Les terres et les ressources naturelles sont accaparées et attribuées aux grosses sociétés. Le 28 septembre 1926, l'Etat français décrète même être « propriétaire de tous les terrains non bâtis ni enclos, ni immatriculés ou concédés ».

La « mise en valeur », comme ils disent, conduit tout droit à une lente éradication des populations malgaches. A cette date de 1926, où débute un nouvel élan colonisateur, il y a un excédent de 10 000 décès par rapport aux 69 000 naissances annuelles. Tout se passe comme si chacun des 20 000 Blancs de l'île tuait un indigène tous les deux ans. Chaque année, la moitié des jeunes de 20 ans sont envoyés aux travaux forcés en vertu du décret du 3 juin 1926 – qui stipule qu'y seront astreints pour trois ans les jeunes hommes dispensés du service militaire, c'est-à-dire ceux qui ont tiré un « bon numéro », « la deuxième partie du contingent ».

Pendant ce temps-là, Gaston Doumergue, un radical-socialiste, préside la France. Un socialiste, Aristide Briand, dirige le gouvernement et vient juste de recevoir le prix Nobel... de la paix.

Les institutions internationales ne sont pas en reste. Après avoir été saisi de cas avérés de trafic d'esclaves dans l'océan Indien sous le couvert du travail forcé, Léon Jouhaux, le patron de la CGT, qui officie à Genève au BIT (Bureau international du travail), condamne le principe du travail forcé, mais « en attendant » en demande une « réglementation » : le travail forcé ne devrait avoir lieu que dans des conditions très strictes. Les critères propres à le rendre admissible devraient

être « le caractère de nécessité ou d'intérêt public du travail à exécuter et l'impossibilité de se procurer de la main-d'œuvre volontaire (1) ». Lui aussi sera récompensé de ses bons et loyaux services par un prix Nobel de la paix en 1951.

APRÈS LA SECONDE GUERRE, L'INSURRECTION DES SAGAIES CONTRE LE COLONIALISME

34 000 Malgaches furent mobilisés pendant la Seconde Guerre mondiale, et une énorme partie de la population soutint les combats de la Libération après la chute du gouverneur pro-Vichy. De la victoire alliée et de la Charte de l'Atlantique qui proclame le droit des peuples à l'autodétermination, les Malgaches attendaient pour le moins une redéfinition de leur rapports avec la France. Rien ne vint. Madagascar compte alors 4 millions d'habitants dont 35 000 Européens.

« Vous nous avez affamés en nous privant de riz par votre stupide réquisition. (...) Vous nous avez fait mourir de froid en réservant les tissus aux seuls Européens. Vous nous tenez en esclavage au moyen de l'indigénat et de votre justice indigène. Vous nous avez menti en nous disant que vous vous intéressiez à nous alors que vous n'êtes que des exploiters. Nous avons lu la Charte de l'Atlantique. Nous avons assez souffert. Nous en avons assez. Allez-vous en... »

La renaissance de la revendication nationale, après la Seconde Guerre, ressemble assez à ce qui s'est passé au Cameroun à la même époque (voir « Cameroun 1955-1971 : une guerre qui n'a jamais eu lieu ») : la conférence de Brazzaville, en 1944, qui veut poser les bases d'un néocolonialisme adapté aux nouvelles données du redéploiement capitaliste en accordant quelques miettes (élections de représentants) aux revendications indépendantistes ou autonomistes qui se sont renforcées pendant la guerre ; le code de l'indigénat qui perdure, malgré les décisions de cette conférence ; des mouvements autochtones modérés qui ne parviennent pas à se faire entendre de la métropole.

Depuis 1945, trois députés malgaches du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) sont élus à l'Assemblée nationale, avec près de 80 % des voix. Sur le terrain, le parti est majoritaire dans les assemblées provinciales et a remporté les élections de janvier 1947. C'est un peu l'héritier de tous les mouvements nationalistes de l'entre-deux-guerres, fortement influencés par la montée des mouvements communistes, mais néanmoins fort peu indépendantiste, comme nous le verrons.

En mars 1946, deux de ces députés déposent un projet de loi demandant l'« indépendance dans le cadre de l'Union française ». Vincent Auriol, le président socialiste de l'Assemblée, refuse même de faire imprimer le texte ! « C'était un acte d'accusation contre la France et, en somme, un appel à la révolte », es-

(1) J. Péra, *Chroniques ordinaires du colonialisme français*, Acratie, 2002.